

faites-moi lire, svp !

Nouvelles

Belgique -Belgie
P.P.
BC 1757
Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Mensuel de l'asbl "Le Progrès"

(pas de parution en juin et juillet) - déposé à 6000 Charleroi X
publication réalisée avec l'aide de la Communauté française

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Jules destr e, 11   6020 Dampremy
Tél : 071 30 39 12
GSM : 0475 46 39 19
fax : 071 30 58 30
E mail : robert.tangre@skynet.be
C.C.B. : 068-2013811-21

Juin 2025

Sommaire

Nouvelles 289

Jean le mineur (suite)

**La catastrophe du puits
n  6**

**Le PS entame sa
rénovation ...**

**Le temps de la
refondation ...**

**Répercussions pour les
francophones ...**

**Camp de concentration
de Buchenwald ...**

**Trois raisons pour
boycotter ...**

Le mystère Mélenchon



Jean le mineur (suite)

Rappel : « On venait d'annoncer à Jean le mineur que des inciviques allaient venir travailler dans la mine. »



Verrerie Fourcault où l'on emprisonna beaucoup d'inciviques en attendant leur jugement

Jean continue son récit.

Je revenais au puits avec le train vers 7h car les inciviques venaient 1 h plus tard que les ouvriers de la pause de 6 h. Le premier jour fut très difficile car ces hommes ne voulaient pas monter dans le train. C'étaient des hommes qui avaient servi dans les brigades de Léon Degrelle. Ceux que j'ai connus étaient beaucoup d'hommes des environs de Charleroi.

Comme ils me l'ont expliqué, ils étaient condamnés à des peines différentes soit 2 ans, 4 ans ou 6 ans. Certains devaient y rester 10 ans. C'étaient ceux qui avaient fait partie de régiments SS. En acceptant de venir travailler dans la mine, ils ne faisaient que la moitié de leur condamnation. Donc celui qui était condamné à 2 ans ne restait qu'un an au fond. Celui qui en avait quatre ne faisait que 2 ans et ainsi de suite.

Nous avons eu bien des difficultés pour leur apprendre le travail car ils n'acceptaient pas d'être commandés en flamand et souvent ils ne comprenaient rien. On les encadra par chef porion wallon et des surveillants moniteurs. Je me souviens que durant les premiers jours, il y a eu des bagarres dans la taille et plusieurs furent renvoyés en prison pour avoir frappé des surveillants. Monsieur Maloteau, le conducteur des préparatoires, qui était un Wallon, passait tous les jours à la taille et alors on a vu la production du charbon augmenter.

À la surface, j'ai connu des soldats qui les gardaient et qui les amenaient à la mine. Ils étaient logés dans le camp où les prisonniers russes avaient été abrités pendant la guerre. Les soldats qui les gardaient de la classe 41 du 2e Chasseur à pied de Charleroi. C'étaient justement ces soldats que j'aurais dû rejoindre le 7 mai 1945.

Les mois passaient et nous voilà en 1946. Je continuais toujours mon travail de machiniste loco ce qui me plaisait mieux plutôt que de courir derrière les chevaux comme à Forchies la Marche. Je restais assis dans la cabine de la locomotive.

Au mois d'août, mes frères étaient venus à vélo de Courcelles à Bourg Léopold passer les congés. Ils ont encore insisté pour que je retourne avec eux et c'est la raison pour laquelle j'ai donné mon préavis. Le 27 août, je terminais à Beringen. Nous sommes revenus habiter à Courcelles.

Le 5 septembre, je commençais comme ouvrier abatteur au puits numéro 6 de Mariemont Bascoup, siège numéro 6 où j'ai commencé à travailler le 5 septembre 1946. On m'avait placé dans une taille de 60 à 80 cm où étaient occupés mes deux frères et juste à côté de mon frère Auguste.

Je tombais justement à une diminution de la hauteur de la taille et, il n'y avait que 20 cm de veine de charbon et en plus le toit était friable. J'étais bien mal servi, heureusement cela n'a duré que quelques jours.

Le porion était monsieur Jean-Baptiste Duquesne qui devint vite mon ami et qui m'avait conseillé d'aller suivre les cours de mine à Morlanwelz. Mon travail dans la taille me faisait beaucoup souffrir car après Beringen cela faisait plus de 2 ans que je n'avais plus travaillé dans une taille.

Heureusement je suis allé dans une autre taille qui avait un mètre et un peu plus d'ouverture, c'était bien mieux que dans la petite. Nous avons un porion très gentil, c'était Monsieur Jean Debacker et lui aussi, il m'avait conseillé de suivre des cours.

Tous les travaux étaient bien aérés ce qui fait que je m'y plaisais. Je retrouvais un bon personnel de maîtrise et beaucoup de camarades parmi les ouvriers. En 1947, on nous a amené des prisonniers allemands. Je me souviendrai toujours des premiers arrivés, des jeunes de 17 ou 19 ans qui avait été placés à la trémie. Ils étaient aidés par un Belge pour leur apprendre le métier.

Retour au puits n° 6 de Trazegnies.



LE Puits TRAGIQUE. - Les installations du puits n°6 des charbonnages de Mariemont-Bascoup, où s'est produite la catastrophe qui a endeuillé tout le bassin du Centre.

Les prisonniers de guerre allemands doivent aller travailler dans la mine. Jean poursuit son récit : « À 9 heures, nous les regardions. Ils avaient un petit bout de pain. Nous étions une dizaine d'hommes et parmi nous, trois Allemands qui nous regardaient sans rien dire. Voilà que l'aîné d'entre nous, Fernand suivi de Léon se levèrent pour leur donner un bout de pain. Bien sûr, évidemment, ils acceptèrent. J'entends encore Fernand dire : « Ce sont des gamins. Ils n'en peuvent rien si on les a envoyés à la guerre. »

Chaque jour, ils recevaient le bout de pain. Les autres prisonniers qui étaient dans les autres puits étaient traités de la même façon. Ils recevaient du pain sur leur travail au fond des mines. Encore une fois, les gueules noires ont montré qu'ils avaient un grand cœur.

Par la suite, la Belgique a fait appel à la main d'œuvre étrangère. Ils en arrivèrent de tous les pays. Les races se distinguent à la surface mais au fond, nous étions tous des gueules noires. Tous ensemble, nous avons gagné la bataille du charbon

Grâce à notre charbon, notre pays fut le premier à avoir le pain en vente libre donc, plus besoin de timbres pour le pain mais cela au prix de beaucoup de souffrances humaines car nombre d'entre nous y ont laissé leur santé et même la vie.

Mes parents l'ont payé par beaucoup de souffrances car nous étions huit frères mineurs dont un tué à 22 ans. Les autres sont morts à cause de la silicose, un à 44 ans, 1 à 51 ans et 1 à 67 ans. Les autres étaient encore en vie toutefois atteints par la silicose.

Le gouvernement Van Acker s'est vanter d'avoir gagné la bataille du charbon mais les ministres ont oublié de dire que c'était à la gloire du mineur. Je dois dire qu'après être revenu depuis 2 mois en Wallonie, j'ai reçu une lettre du gouverneur me donnant l'ordre de reprendre le travail à Beringen au fond. Je lui ai renvoyé la lettre en lui disant que c'était mal de menacer un homme de 25 ans qui comptait déjà 11 années de travail au fond tout en ajoutant un mot de l'ingénieur de Mariemont pour prouver que j'étais bien occupé au siège numéro 6 comme ouvrier abatteur au fond. Voilà encore une preuve que les mineurs étaient mobilisés sur leur travail. Le gouverneur m'avait répondu de considérer sa lettre comme nulle et non avenue. Je n'ai plus cette lettre car je l'avais remise à l'ingénieur pour lui prouver que je n'étais pas obligé de retourner à Beringen. Je pouvais donc rester au puits numéro 6 à Trazegnies où j'ai continué comme ouvrier abatteur.

En septembre 1947, j'étais allé au cours du soir à l'école industrielle moyenne à Morlanwelz. Mon frère Joseph, Jean Desmet, Sedek Stany, Maurice Dolivier, Raymond Gamache et moi, nous nous retrouvions certains soirs pour nous entraîner et pour recevoir les conseils des anciens comme Jean-Baptiste Duquesne car nous avions commencé à l'âge de 14 ans.

Nous avons terminé l'école primaire en 5e ou 6e année. Nous avons tous réussi nos 2e et 3e années de cours car pour être porion dans la société des charbonnages de Mariemont Bascoup, il fallait être en possession du certificat de capacité et avoir suivi régulièrement pendant au moins 2 ans tous les cours de la section spéciale d'exploitation pour les branches suivantes : arithmétique, géométrie pratique, dessins de croquis ainsi que les premiers soins à donner aux blessés. Le certificat, je l'ai reçu le 30 juin 1949 et le 1er août de la même année, j'ai été nommé porion après avoir effectué un an de travail de surveillant.

Cette année-là et les suivantes nous étions huit frères au puits numéro 6 dont 2 à la surface Pierre et Albert et 4 au fond Auguste, Jean, Georges, Yvon.

La catastrophe du puits n° 6

Malheureusement, nous avons eu un coup de grisou le 11 mai 1950 à la taille 27 niveau 570 m. Il y avait 40 hommes ouvriers abatteurs et manœuvres du transport. 39 furent tués dont mon frère Georges âgé de

22 ans et mon frère Yvon de 15 ans fut le seul rescapé. Il a beaucoup souffert car il avait de graves brûlures sur tout le corps. Pendant son hospitalisation à Morlanwelz, il n'a jamais passé une nuit, seul. Il y avait toujours un membre de la famille à ses côtés.

Parmi les victimes, nous comptons 21 Belges, 1 Français, trois Italiens, 7 Ukrainiens, 4 Polonais, 2 Russes et un Allemand.

Nous avons été prévenus par notre frère Albert. Joseph et moi avons terminé le pose de nuit. Nous sommes partis au puits pour organiser une deuxième équipe de secours constituée de mon frère Joseph, Raymond Gamache, François Embise, Maurice Dolivier, Gaston Saligot, Fernand Masquelier, Jean Desmet et moi-même. Nous étions tous porions accompagnés du boutefeu Joseph Gillot.



UNE FOULE IMMENSE, venue de tous les coins du pays, a voulu conduire les malheureuses victimes jusqu'à leur dernière demeure. Ce coup de grisou meurtrier a causé une émotion attristée dans toute la Belgique, qui en fut comme endeuillée. Il est à noter d'ailleurs que les charbonnages de la Basse-Sambre avaient cessé le travail en signe de deuil, le jour des funérailles.

Comme la première équipe de secours était au niveau 570, la nôtre fut envoyée au niveau 490 vers la tête de taille. C'est là que deux sauveteurs de la centrale de Ressaix et l'ingénieur monsieur Istace ont récupéré notre frère Yvon.

Notre équipe n'a ramené que des corps brûlés. Lors de notre dernière descente sont venus s'ajouter trois volontaires : un Ukrainien, Joseph Luniot et deux Italiens, Partito Vito et Gigi.

Après avoir remonté tous les corps, nous sommes allés rechercher les lampes, les autres objets, reboiser la taille car tous les bois et bèles avaient été soufflés. Gigi, Joseph, Victor et moi, nous étions vers le milieu de la taille qui avait un très bon toit puisse qu'il n'y avait pas eu d'éboulement.

Tout en reboisant, je pensais à ce que je lisais pour mon père en 1934 après le drame du 23 mai à Pâturages lorsqu'une équipe de sauveteurs avait péri dans un second coup de grisou. Plus j'y pensais, plus je prenais peur.

Soudainement, j'ai dit aux trois ouvriers qui m'accompagnaient : « Venez, c'est fini ! » Nous sommes remontés à la surface. Tout en marchant, je leur racontais pourquoi j'avais eu peur.

Oui, en 1934, je lisais le journal pour mon père donc les nouvelles du coup de grisou de Pâturages. C'est pourquoi je m'en suis souvenu car le deuxième coup de grisou avait tué une équipe de sauveteurs conduite par Dupuis

C'est alors que j'ai dit aux hommes qui étaient avec moi de remonter car j'avais pris peur en pensant à tous ces mineurs morts à cause de ce sale grisou.

Arrivés à la surface, tous les corps avaient été rendus à leur famille et déposés à la maison communale de Trazegnies qui avait été transformée en chapelle ardente. C'est seulement en fin d'après-midi que j'ai pu rendre visite à Yvon et à Julien Roelandt à l'hôpital de Morlanwelz. Mon frère fut le seul rescapé car Julien mourut durant la nuit du 13 au 14 mai.

On avait ramené le corps de mon frère Georges chez mes parents. C'était vraiment une grande tristesse pour la famille.

Le samedi 13 mai, c'était le moment des funérailles de 24 victimes que l'on avait placées dans la chapelle ardente de Trazegnies. Une énorme foule se pressait sur tout le parcours du cortège funèbre. Le soir, mon épouse et moi, nous nous sommes rendus à l'hôpital de Morlanwelz pour passer la nuit près de Yvon. À côté de lui, Julien mourut vers 3h du matin. Vers 6h, son père arriva des Flandres.

Il voulait reprendre le corps de son fils mais il ne parlait pas le français et c'est mon épouse qui servit d'interprète entre le père éploré, le docteur et les gendarmes.

Le travail reprendra rapidement.



Les parents sont au chevet d'Yvon

Nous étions le dimanche 14 mai 1950 vers 9h. Un membre de la même famille venait nous remplacer. Notre frère Yvon avait toujours une personne de la famille auprès de lui de jour comme de nuit pendant

ses 5 semaines d'hospitalisation car il réclamait sans cesse à boire (10 à 12 litres par jour) et il fallait l'aider à uriner puisqu'il n'y voyait rien.

C'est seulement 8 jours plus tard qu'il put ouvrir les yeux et revoir la lumière du soleil.

Le lundi 15 mai fut le jour des funérailles du conducteur Hermann Chapelle.

Le mardi 16, nous reprenions le travail. Ce fut très dur car nous pensions à tous ceux que nous ne reverrions plus. Nous nous parlions tout bas et chacun se demandait comment cela avait pu arriver.

Au fond, plus personne ne parlait. C'était le silence. Toutes nos pensées étaient pour nos camarades, nos frères de travail. Vers minuit, à l'heure du repas du 3e poste, chacun exprimait son idée. Mais pourquoi n'a-t-on pas troué le mur un jour de chômage puisque nous chômons un lundi sur deux ou bien de le faire durant le pose de nuit car à ce moment-là, il n'y aurait eu que 15 ouvriers et non 40. On m'a répondu que c'était le destin et j'ai répliqué que le destin avait bon dos.

Ce sont les ingénieurs et les directeurs qui ne prenaient pas assez de précautions. Les ingénieurs avaient décidé de percer le mur de la taille 27 mais pourquoi n'y avait-il pas un seul ingénieur sur place au moment de percer ce mur ?

Nous avons peur de ce mur qui fermait un bouveau d'environ 100 m de longueur et qui dégagait du grisou. Mon frère Joseph et moi occupions le poste de nuit et nous avons dit à Georges et Yvon qu'au moment où ils verraient que l'on venait pour percer le mur de dire qu'ils étaient malades et de retourner chez eux. Malheureusement ils ne l'ont pas fait.

Après la catastrophe, la vie reprit son cours et le travail repartit. Évidemment la taille du 27 est restée en attente. Les années passèrent vite car nous voilà déjà arrivés en 1953. J'ai repris un peu de service au premier poste puis de nouveau, j'ai travaillé dans la taille à l'abattage du charbon. La longueur de cette taille était d'environ 150 m donc il y avait 30 ouvriers abatteurs. J'étais aidé par mon ami Émile Canse qui était surveillant. Il suivait les cours de mine pour devenir porion. Ensemble, nous faisons du bon travail surtout pour la sécurité des ouvriers ainsi que de fournir la boiserie au moment où les autres mineurs en avaient besoin.

Enfin, nous faisons de notre mieux pour que la taille marche bien. C'était aussi le bon moyen pour qu'Émile soit nommé porion. Nous ne sommes restés que 6 mois ensemble, de janvier à juin 1954 puisque à ce moment-là, on m'a renvoyé au poste de nuit. Je devais remplacer le sauveteur guide à ce poste. Maintenant, revenons sur les ouvriers dans la veine car chaque société avait son règlement pour les payer. Il y avait le travail à la longue chaîne ou à la courte chaîne.

Les salaires

Pour commencer en 1936, j'ai connu le travail à la courte chaîne à Jumet Hamendes au charbonnage du Mambourg. Il y avait 24 ouvriers dans la taille et chaque ouvrier avait un salaire différent. Je me suis toujours souvenu d'un homme prénommé Pierre de Heppignies qui avait le plus fort salaire des ouvriers. Il gagnait 50 francs par jour.

À la fin du travail, tous les ouvriers se mettaient sur le côté et ils criaient : « Laissez passer Monsieur 50 francs. » Les autres ouvriers avaient entre 40 et 45 francs par jour. Moi, à 14 ans, je gagnais 17 francs par jour, mon frère âgé de 16 ans en gagnait 20. À Mariemont Bascoup comme à l'Amercoeur, on ne regardait pas à l'âge. Là, on était payé selon le travail que l'on faisait. À Béringen, en Campine, les ouvriers à veine travaillaient à la courte chaîne. À Mariemont Bascoup, le travail était à la longue chaîne comme je l'ai aussi connu à l'Amercoeur à Gohissart.

À la longue chaîne, la longueur de la taille plus la largeur de charbon abattu est divisée par le nombre d'ouvriers et ils recevaient le même salaire. Je crois que ce mode de paiement était le plus humain car les faibles comme les forts avalent droit à la vie. Les plus forts faisaient parfois, même souvent, un peu d'abattage pour leurs camarades et toujours, en fin de pause, ils aidaient leurs voisins à boiser

Le porion pouvait aussi donner un petit coup de main à abattre à ceux qui se trouvaient là surtout aux endroits où il faisait plus petit à cause d'une étreinte de toit ou quand le toit était fiable et qu'il fallait fagoter

Pour les ouvriers à veine et comme je l'ai dit plus haut, en juin 1954, je suis retourné au poste de nuit. Là c'est l'entretien, ce sont des ouvriers coupeurs de voie et de fausse voie, la voie de niveau pour le transport du charbon et la voie du tierme pour le transport de la boiserie. Mais aussi principalement pour le retour d'air.

Puits N° 6 ³ 4 3		Retenues		Journées (N. ou heures)		Prix		Impôt		A recevoir	
Chasse-mottes de M. Mariemont-Racourp		Serv. ind.	Autres	Totaux		Totaux		Totaux		Totaux	
<i>Mariemont</i>											
21 SEP 1954											

MARIEMONT Puits <i>Qu. 9^e</i>		Semaine du 15-2- au 20-2-1954										
Veine		Taille N° 48										
Semaine	Chef de Bando	Nombre de journées	AVANCEMENT			LARGEUR		Nombre	Prix du M2	Indemnité	SOMME TOTALE	Journées moyennes
			1 ^{er} déca	2 ^e déca	3 ^e déca	1 ^{er} déca	2 ^e déca					
8752	<i>Chabot</i>		6m	6m	6m	6m	7m					
8653	<i>Belvion</i>		6m	4m	4m	6m	4m					
	<i>Babouney</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Donat</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Fabre</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>dehors</i>											
	<i>Jays</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Joseph</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Brousse</i>	11	3m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Blanchard</i>		A	A	A	6m	6m					
	<i>Curé</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Sacchi</i>		3m	3m	4m	6m	6m					
	<i>Guill. Olivier</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Guill. Ruffino</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Roton</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Normal</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
	<i>Lemo</i>		6m	6m	6m	6m	6m					
			66	76	74	811	88	89				

Les fausses voies ne servaient que pour avoir la terre pour remblayer donc pour consolider la taille. Il arrivait aussi qu'il fallait doubler le boisage à cause de la pression des terrains et à ce poste, j'ai aidé deux hommes à devenir porion, un ajusteur François Embise et un boutefeux Léon Leroy. Ils sont devenus de bons porions et même chef porion comme François Embise.

J'ajoute une photocopie des noms des ouvriers à veine et leurs métrages abattus ainsi que leur salaire en 1954 mais aussi en 1946.

Je vous ai donc expliqué les salaires et le travail des ouvriers à veines. Je pourrais aussi vous dire quelques mots sur les coupeurs de voies et de fausses voies.

Il y avait la voie de niveau de la taille 16 et la voie du tierme 016. En fin 1949, les salaires des coupeurs de bois étaient de 295 à 305 francs par jour. À la voie de niveau, les terres étaient évacuées par chariots et l'ouvrier touchait 25 francs de prime à chaque cadre de doublage qu'il plaçait pour renforcer la galerie. Par contre au 016, les terres de la voie étaient jetées dans la taille pour remblayer.

Dans les fausses voies, les ouvriers travaillaient avec 5 cadres. Chaque jour, on prenait le dernier cadre pour le placer à l'avant. Ces fausses voies servaient pour avoir la terre pour remblayer. De cette façon, les tailles étaient bien consolidées et on n'avait pas de pertes d'air. Ainsi les fronts de taille étaient toujours bien aérés.

Toujours à propos des salaires.

Les coupeurs de fausses voies gagnaient de 210 à 220 francs par jour. À la fin de ce poste, il ne reste plus qu'une havée de libre avec les tôles sur le mur pour faciliter la descente du charbon. Le matin, chaque ouvrier abatteur se dépêchait de faire un trou dans la veine pour être à l'abri des coups de gaillettes et il devait alimenter la trémie car dans certaines tailles, on chargeait jusque 400 chariots. Cela c'était pour le premier poste.

MARIEMONT		Puit		Semaine du 10		au 15 Oct 1949		No 12			
Veine		Cochere		Taille: 210							
Semaine	Chef de Bander	Nombre de jours de travail	AVANCEMENT			LARGEUR		Nombre de M2	Prix du M2	SOMME TOTALE	Indemnité
			Vue de l'ouvrage	Vue d'abrupt	Mètres	de la table	Mètres				
	Laurie										
	9073										
	Gadem Witold	6				8,40		150,50	1264,20	6	210,70
	9314										
	Leniz Jean	6				8,40		150,50	1264,20	6	210,70
	8846										
	Stefani Bartolo	6				8,40		150,50	1264,20	6	210,70
	8343										
	Eager										
Semaine	COUPEURS DE VOIES		C'ouvrage		AVANCEMENT		PRIX PAR METRE		SOMME TOTALE	Indemnité	
	de travail	Nombre de Jours	de travail	Nombre de Jours	sur la voie de drainage	sur la voie d'abrupt	à la voie de drainage	à la voie d'abrupt			
	9086										
	Thiericki	5				7,00		150,50	1053,50	5	210,70

Au deuxième poste, il y avait quelques ouvriers pour abattre les stocks de charbon qui restaient car certains ouvriers du premier poste n'avaient pas terminé leurs 6 mètres. Les hommes du deuxième poste devaient terminer le boisage et les manœuvres nettoyaient le charbon et avançaient les tôles dans le couloir d'une havée. Il restait une havée de libre que le troisième poste comblait en remblayant avec la terre des fausses voies.

Parfois, s'ils n'avaient pas assez de terre on devait en amener par chariots à la voie du tierme.

J'ai, ici, expliqué de mon mieux une journée de travail dans la mine. Bien sûr, des ennus, on en a rencontrés tous les jours soit que le toit était très friable soit l'arrivée d'eau car parfois il arrivait qu'il pleuve dans la taille. Cela, je l'ai beaucoup rencontré à Forchies la Marche. Après une heure de travail, on était vraiment trempé

. Nous avions aussi le grisou ou à cause d'un accroc quelconque, les chariots n'arrivaient pas assez vite à la taille et celle-ci se remplissait de charbon et parfois les ouvriers étaient y bloqués. Quand cela arrivait, les porions ou les surveillants devaient courir d'une galerie à l'autre pour faire parvenir les chariots à la taille.

Je vous ai déjà parlé des porions et surveillants mais cela ne serait pas bien de ma part si je ne disais un mot au sujet de nos amis flamands et des autres, les Polonais et les Italiens qui ont eu le courage d'apprendre le français et surtout d'aller suivre les cours de mine.

Voici quelques noms que j'ai retenus Arthur Van Wemerck, Richard et Edmond Van Puyvelle, Everaert à Jumet. Encore à Trazegnies : Syndeck , le Polonais, Bussolin, L'Italien. Je m'excuse si les noms ne sont pas bien écrits. Il y avait aussi mon ami Léon Saint-Denis avec qui j'ai travaillé une dizaine d'années au poste de nuit. Il y en avait encore d'autres dont je ne me rappelle pas les noms. Je m'excuse auprès de ceux que j'ai oubliés.

Comme j'ai gardé un bon nombre de carnets, je sais vous dire qu'en premier lieu, il y avait les carnets de pointage. Le porion ou le surveillant passait dans les vestiaires pour pointer les hommes. Nous connaissions aussi les absents après être montés à la lampisterie. Ensuite, nous avions les carnets pour inscrire le nombre de mètres de charbon abattu sur les voies de niveau ou du tierme.

L'avancée était ajoutée chaque semaine et on avait les carnets des salaires des ouvriers puisqu'ils étaient payés à l'avancement. Nous, les porions et surveillants devions calculer le salaire des ouvriers qu'on avait sur un chantier. Les porions des postes de nuit devaient se présenter au bureau tous les lundis. En premier, c'était le conducteur qui contrôlait les salaires et les signait pour accord. Ensuite, on les donnait aux employés qui faisaient les fiches de paie. C'est pourquoi les ouvriers recevaient leur solde chaque samedi car chez nous, on ne donnait pas d'acompte. En 1946, les ouvriers abatteurs touchaient 1110 francs par semaine après la retenue des taxes et de la pension ce qui faisait 220 francs par journée. En 1949, nous avons été augmentés après une grève de quelques jours pour arriver à 275 francs par jour. Je joins une fiche de salaires pour prouver l'authenticité de ce que j'écris.

A suivre.

Jean, le mineur.

Pour ne pas oublier

En 1954, le salaire journalier était de 315 francs. Pour les ouvriers qui pratiquaient l'ouverture des voies, le salaire était de 305, 38 francs. Pour les ouvriers de fausses voies, il était de 210,70 francs Mais il se peut que dans d'autres charbonnages, dans d'autres sociétés, les salaires étaient plus élevés au plus bas.

Encore un mot sur la vie des ouvriers mineurs dans les années 1945 à 1950. La mobilisation civile avait été décrétée en avril 1945 par le gouvernement Van Acker. Dans ces années, on a même vu des mineurs qui étaient partis travailler dans certaines usines ou dans la construction du bâtiment obligés à revenir à la mine. On a même vu des gendarmes venir les chercher sur leur lieu de travail pour les ramener à la mine. Par la suite, on a interdit aux patrons des usines d'engager des mineurs. Pendant ces années, le transport du charbon était sévèrement contrôlé.

. Le charbon était surnommé l'or noir et c'est pourquoi pendant ces années, les gueules noires étaient les bien-aimés aussi bien en France qu'en Belgique. Je crois bien qu'en décrivant ma vie de gueule noire, que c'est bien celle de tous les mineurs du Pays Noir mais aussi de Campine puisque j'ai travaillé dans 6 puits différents en Wallonie et dans un en Campine, à Beringen.

J'ai déjà écrit dans un premier article la vie des gamins de 14 ans dans le fond de la mine surtout le travail dans les tailles. À 17 ans, j'étais ouvrier à veine. Après un grave accident à Beringen, à 24 ans, j'étais machiniste loco. De retour en Wallonie, au puits numéro 6 de Trazegnies à 26 ans, j'ai repris le poste d'ouvrier à veine et à 27 ans j'étais surveillant dans une taille.

Le 1er août 1949, je suis nommé porion et en 1950, comme j'étais en bonne santé, on m'a envoyé à la centrale de sauvetage de Ressaix comme sauveteur guide et j'y suis resté jusqu'en 1960. Alors après 25 ans de mine, j'ai pris ma retraite et bien des gens m'ont demandé si je n'avais pas honte de la prendre jeune. Je leur répliquais que je n'avais pas à être honteux d'être descendu à 14 ans au fond de la mine.



À ce jour en 1991, je suis encore en bonne santé. J'ai toujours suivi les conseils des docteurs de la centrale de sauvetage. Voici ces conseils : arrêter de chiquer du tabac ou de la roule d'Alost, arrêter de fumer, dans la mine et ne pas trop manger trop et surtout de ne jamais toucher votre pain ou votre fruit avec les mains noires car les médecins disaient : « La trace de vos doigts sur votre pain vous fera plus de mal que de respirer une journée de poussière. Gardez toujours votre masque anti-poussière, gardez-le même quand vous ne les voyez pas car ce sont les plus fines poussières les plus dangereuses. »

Je peux dire que j'ai toujours suivi leurs conseils et aussi, chaque matin je faisais des exercices respiratoires. De 18 % de silicose, je suis retombé à 2 %. Tous les deux ans, je passais une visite de contrôle des poumons et des voies respiratoires. Et lorsque je disais aux docteurs qui me soignaient que c'était la 15e année que je faisais les vendanges à Châteauneuf du Pape, aux Grès et Rasteau, ils me disaient : « Et bien, c'est là dans les vignes que vous vous êtes régénéré vos poumons c'est aussi pour cela que je continue à y aller. »

. Si je parle de ma santé c'est pour répondre à tous les gens qui me téléphonent et que je remercie de s'inquiéter de ma santé.

Je ne suis pas le seul car je connais quelques anciens mineurs qui ont gardé la santé. Malheureusement, il n'y en a pas beaucoup. On entend dire aussi que les mineurs touchent une bonne pension. À cela, je leur dis que pour avoir une bonne pension, il faut être malade à 50 % et plus de silicose. Je vais de temps en temps leur rendre visite et ils me disent : « Oui, on vous donne de l'argent quand vous n'avez plus la santé pour pouvoir en profiter car beaucoup de ces mineurs ne savent plus sortir. » Il y a aussi d'autres métiers évidemment qui détruisent la santé des hommes.

Peut-être fera-t-on un livre des 42 articles qui sont parus dans La Petite Lanterne à la gloire des gueules noires. Je remercie tous les lecteurs et lectrices qui m'ont téléphoné et aussi La Petite Lanterne pour m'avoir encouragé à écrire ma vie de mineur de fond. J'ai fait de mon mieux et je m'excuse auprès des anciens si parfois j'ai eu un oubli sur certaines méthodes de travail.

J'étais une gueule noire parmi tant d'autres mais aussi le travail changeait d'un puits à l'autre

C'était la vie des gueules noires, écrite de mémoire.

Fin

Jean, le mineur

Un dernier mot à Jean,



Jean, tu as toujours participé à toutes les activités organisées par l'association courcelloise Progrès et Culture. À ce jour, tu nous as quittés mais tu es toujours bien vivant dans la mémoire de ceux que tu as bien connus et qui sont devenus vieux à leur tour. Vu l'évolution des méthodes d'impression et surtout grâce à Internet, nous avons jugé utile de réécrire ton histoire pour qu'il en subsiste un maximum possible dans la mémoire de nos concitoyens et de celle des générations à venir.

Progrès et Culture.

Le PS entame sa refondation pour reconquérir les classes populaires salariées

Le PS, toujours présidé par Paul Magnette, entame ce samedi un travail de refondation annoncé comme "sans tabou". En recul constant, les socialistes sont contraints de revoir leur logiciel.

Le PS donne, cette semaine, le coup d'envoi de sa refondation. À partir de ce 22 mars, des "réunions locales" inviteront au débat militants et toute personne intéressée, comme autant de foires aux idées. En ligne, un questionnaire accessible à tous, interroge "sans tabou", promesse du processus, **sur ce qui énerve et ce qui plaît au Parti socialiste**. Une récolte d'avis citoyens pour un objectif : "repenser les idées, les projets, le fonctionnement du parti de manière participative et améliorer la vie en société, en partant des réalités et des attentes des citoyens", annonce le boulevard de l'Empereur.

"Au PS, tous les indicateurs sont au rouge."

PASCAL DELWIT, POLITOLOGUE (ULB) : On en est donc aux balbutiements de cette nouvelle opération de renouveau dictée par les résultats des dernières élections. Sans se prononcer sur la méthode, Pascal Delwit (ULB), spécialiste du socialisme belge, évoque une "nécessaire introspection" pour un parti qui, il y a un an, **se préparait à l'entrée de Paul Magnette au 16 rue de la Loi** et à la ministre-présidence wallonne de Thomas Dermine. Le contraste est là, dépassé par le MR et talonné par Les Engagés, le PS est aujourd'hui dans l'opposition au Fédéral, à la Région wallonne et en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le parti a perdu 15 points de pourcent en 15 ans, rappelle le politologue, en passant de 37% en 2010 à 22% aux législatives du 9 juin dernier. "Au PS, tous les indicateurs sont au rouge". Et sans s'apparenter à une Bérézina, les élections communales **n'ont pas donné lieu à la remontada prophétisée** façon Coué par le président Magnette.

Si le PS se maintient dans les grandes villes, il perd des plumes et le pouvoir en bien des localités moyennes qu'il dominait largement depuis des décennies. **Un déclin structurel accompagnant celui de la social-démocratie européenne**, pour qui la dernière décennie fut "électorale dramatique". Reconquérir un large public salarié sera le plus grand défi de cette refondation qui pourrait aller jusqu'à un changement de nom. Quel socialisme ? Pour quoi faire ? Et avec qui ?

Retrouver un électorat historique

La question du rapport au travail et aux travailleurs s'annonce centrale dans la réflexion socialiste. "Il y a un problème d'incarnation de son public historique **qui est celui des classes populaires salariées**, estime Pascal Delwit. Une part grandissante de ces électeurs s'abstiennent, votent blanc ou nul, "cela s'est notamment vu à Charleroi", poursuit-il.

Le 9 juin, le PS a dû constater "la percée du MR dans ces catégories, avec un discours viriliste, centré sur la lutte contre l'assistanat social et parfois aux confins de la xénophobie". **"C'est l'alchimie qui fait progresser la droite radicale"**, analyse le politologue.

Dans le même temps, le PS semble s'être enfermé dans son rôle de protection des acquis sociaux, réel, mais qui se traduit par **un discours "peu enchanteur"**, constate Pascal Delwit. Tandis que PTB et Ecolo se positionnent tous deux dans le même électorat avec des idéaux plus marqués.

Quels tabous pour quel programme ?



Quelles relations avec la société civile ?

L'alignement du PS sur les positions de la Fédération des étudiants francophones sur le décret paysage en est un exemple, au-delà d'une perte de relais dans le monde enseignant, le parti semble parfois **prisonnier de ses liens historiques** avec certains acteurs minoritaires de la société civile. Au Quand on annonce une réflexion sans tabou, c'est qu'il doit y en avoir "dans l'imaginaire de la direction du parti", plante Pascal Delwit. Quels sont-ils ?

On peut citer quelques hypothèses comme **le rapport à l'aide sociale** déjà évoqué. Mais également à la laïcité, alors que la dépendance de certains élus à l'électorat musulman a mis le parti sous tensions et pu effrayer certains électeurs. Ou encore la migration, **un thème pour lequel certaines gauches choisissent de durcir le ton.**

Le PS a-t-il intérêt à suivre cette voie qu'on retrouve chez Vooruit? "Je suis dubitatif, répond Pascal Delwit. Côté francophone, cette thématique n'est pas à l'agenda comme en Flandre, où l'extrême droite est très présente".

"Cela pourrait mener à **une confrontation avec la Fédération bruxelloise du PS**, ajoute-t-il. Par ailleurs, les académiques qui se sont penchés sur la question démentent l'idée que ce soit porteur électoralement".

Faire émerger de nouvelles personnalités

Les difficultés du parti sont également, pour l'uelbiste, une conséquence directe d'une incapacité **à faire émerger de nouvelles personnalités** capables de séduire les cadres salariés. "L'exemple de Thomas Dermine est l'arbre qui cache la forêt", dit-il. L'érosion de l'ancrage local du PS est dû, selon lui, au manque de jeunes bourgmestres charismatiques.

"La capacité de Paul Magnette à redresser le parti suscite beaucoup d'interrogations."

Et d'ajouter une très forte centralisation de la décision, ce qui a pu se traduire par une **perte de lien avec les locales** du PS.

Par ailleurs, le plus grand tabou de cette refondation est peut-être celui de la capacité de Paul Magnette à redresser le parti, même s'il n'est pas le premier président à rester à la barre dans la tourmente et qu'il n'est pas contesté. "**Cette question suscite beaucoup d'interrogations en interne**", confirme Pascal Delwit.

premier rang desquels la FGFB, de plus en plus proche du PTB. Le PS semble vouloir réévaluer ces relations.

La polarisation du débat public a par ailleurs **radicalisé certaines associations sur des thèmes clivants** comme le néoféminisme, les questions de genre ou encore le décolonialisme . Coincé entre ce radicalisme de gauche et une majorité de la population peu intéressée, voire brusquée par ces positions, le PS doit trouver une réponse au MR de Georges-Louis Bouchez, très vindicatif sur ce terrain.

MATHIEU COLLEYN

Extrait de l'Echo

Le temps de la refondation et de l'indépendance pour l'Europe

Réarmer l'Europe sur des bases antisociales, tel que préconisé par le secrétaire général de l'OTAN, c'est prendre « le risque d'une paupérisation et d'une polarisation sociale croissantes qui feront tôt ou tard le jeu de l'un ou l'autre pays membre de l'internationale réactionnaire, qu'il s'agisse de la Russie ou des Etats-Unis ». Xavier Dupret, économiste, et Léon Saur, historien, avancent d'autres pistes.



Donald Trump veut que les Etats européens portent à 5% du PIB leurs dépenses militaires. En décembre dernier, le secrétaire général de l'OTAN, le néerlandais Mark Rutte, a déclaré vouloir doubler le financement de l'OTAN en réduisant les montants consacrés aux retraites, à la santé et à la sécurité sociale pour financer le réarmement européen face à la « nouvelle menace » russe – sur la réalité et les origines de laquelle il y aurait beaucoup à dire si la place nous en était donnée. Ce 5 mars, les 27 Etats membres de l'Union européenne (UE) se sont accordés sur le principe d'un plan de réarmement à 800 milliards d'euros, qui grèvera d'une façon ou d'une autre plus encore leurs finances tandis que

continueront les coupes claires dans leurs autres budgets.

Réarmer sur de telles bases ne fera qu'accroître la méfiance de la majorité des populations européennes envers les institutions. Pourquoi accepteraient-elles une telle ponction et de verser une goutte de leur sang pour défendre une Europe des banques et du profit, dirigée par des élites perçues comme éloignées de leurs problèmes quotidiens ?

Dans l'UE aussi, la richesse des milliardaires continue à enfler (Rapport Oxfam 2025), la fraude fiscale à se porter comme un charme, les entreprises à transférer légalement des centaines de milliards dans les paradis fiscaux, le fossé entre riches et pauvres à se creuser. En 2022, les 10% les plus riches au sein de l'UE possédaient 67% des richesses, alors que 50% des Européens n'en détenaient que 1,2% (Euronews 01.04 et 04.06.2024, avec Global Wealth Report 2023).

Meilleure défense et nouveau recul social ?

La question de la pertinence du financement d'une meilleure défense de l'Europe moyennant un nouveau recul social se pose avec d'autant plus d'acuité que les seuls Etats de l'UE membres de l'OTAN paient ensemble deux fois plus pour leur défense en termes courants que la Russie. Qu'en parité de pouvoir d'achat (PPA), celle-ci dépenserait aujourd'hui 1,4 fois plus que les 27 pour sa défense (CESD 2025, CAPRI 2025) ne change rien au fait qu'elle doit en permanence couvrir 20 000 km de frontières terrestres contre moins de 5000 pour lesdits 27. En outre, notre espace aérospatial est bien moindre à sécuriser. Il n'est donc pas nécessaire d'accroître les dépenses militaires, mais de mieux utiliser les moyens disponibles dans la perspective gaullienne d'une dissuasion conventionnelle et nucléaire du faible au fort.

Dans le même sens, il s'agit de ressusciter «la doctrine Harmel » et de rétablir des relations de bon voisinage mutuellement profitables avec la Russie sur la base d'une nouvelle architecture de sécurité, qui garantisse la paix et la prospérité sur notre continent. Là encore, ce plaidoyer n'a rien de subversif puisque c'est la solution proposée par Dominique de Villepin, Premier ministre français (gaulliste) de 2005 à 2007. Concernant l'Ukraine, faut-il rappeler ce que chacun sait en Suisse : la neutralité (fût-elle imposée, comme elle le fut à la Belgique en 1830, par ailleurs amputée de 15% de son territoire en 1839) n'a jamais empêché un pays de s'enrichir ? Jusqu'en 1914, la Belgique a été deuxième, puis troisième puissance industrielle du monde en termes relatifs, derrière le Royaume-Uni puis les Etats-Unis (Destatte, 1997). Ce que Suisse et Belgique ont fait, l'Ukraine peut le faire. Les décideurs devraient s'inspirer de ces précédents et de cette conviction.

Tensions entre élites dirigeantes et population

Bref, il importe donc de refinancer l'Etat-providence (plutôt que le massacrer depuis des décennies au prétexte de le sauver), la transition énergétique et l'impérieuse préservation de la biodiversité, conjointement avec une défense européenne autonome et crédible.

Faut-il ajouter qu'à nos yeux, un autre danger – au moins aussi grand que la « menace » russe ou le réchauffement climatique – guette en effet l'UE et la démocratie ; à savoir les tensions croissantes entre les élites dirigeantes et la majorité de la population, de plus en plus tentée par l'extrême droite et le populisme, vu la trahison, en tout cas perçue comme telle, des premières.

Autrement dit, l'UE et ses Etats membres doivent renouer avec l'esprit du pacte qui a défini les grandes orientations de la politique sociale après 1945. A ces fins, plusieurs conditions doivent être réunies.

Tout d'abord, les dépenses militaires des Etats de l'UE doivent servir à développer l'industrie de défense européenne et non à entretenir le complexe militaro-industriel étasunien. Plus généralement, les Européens doivent être en mesure d'assurer eux-mêmes leur propre défense sans plus compter sur un allié encombrant, qui les traite plus en sujets, voire en colonies (donc en vaches à lait), qu'en partenaires égaux.

Ensuite, il faut impérativement réindustrialiser l'Europe, dont l'économie a été mise à mal par les coups d'assommoir successifs qu'ont été les politiques austéritaires à partir de 2010, les mesures liées à la pandémie en 2020 et les sanctions contre la Russie en 2022, *in fine* mauvaises pour nos entreprises et bonnes pour les économies russe et étasunienne. Cet objectif de réindustrialisation passe par un renforcement du contrôle public de secteurs définis comme stratégiques. Dans cette même optique, il convient également d'envisager un grand plan européen d'investissement dans la recherche, l'intelligence artificielle et les industries de pointe sur base de plans pluriannuels indicatifs, afin d'assurer à terme l'autonomie de l'UE dans tous les domaines clefs. Le [Plan Draghi](#) constitue une assez bonne indication des retards accumulés et des défis qu'il faut relever dans les années à venir. Qu'il s'agisse des semi-conducteurs ou de l'intelligence artificielle notamment, il y a urgence. Ces objectifs de politique publique passeront inévitablement par un protectionnisme intelligent aux frontières de l'UE, la restauration du contrôle des changes aux frontières de la zone euro et une mise à plat des politiques fiscales et des sanctions contre les paradis fiscaux tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de ladite zone.

Le bonheur des marchés financiers

Enfin, dans la sphère financière, il s'avère nécessaire d'abroger l'article 123 du Traité de Lisbonne qui interdit aux Etats de l'UE d'emprunter directement auprès de la Banque centrale européenne (BCE) et qui a contribué à creuser un déficit abyssal dans les finances publiques des Etats concernés, pour le plus grand bonheur des marchés financiers. De même, il y a urgence à annuler partiellement ou totalement la dette publique des Etats de l'UE. On songera tout particulièrement à la dette Covid détenue très largement par la BCE. Des précédents historiques existent, comme la réduction des deux tiers de la dette de l'Allemagne en 1953. L'enjeu était de taille : arrimer celle-ci au camp occidental. Comme quoi, tout est possible quand la volonté politique existe. Pour illustrer l'ampleur du geste, une telle réduction libérerait près de 2000 milliards d'euros pour la France, 1700 pour l'Allemagne, 400 dans le seul petit cas belge.

Si la Russie est effectivement aussi menaçante que ce que décrit Rutte, alors l'importance de l'enjeu vaut bien une diminution drastique de la dette publique. Même des libéraux-conservateurs comme lui ou Mme von der Leyen doivent pouvoir comprendre, d'autant que des propositions sérieuses sont sur la table. Ainsi [l'appel de 150 économistes européens](#) émis le 5 février 2021 pressant les autorités d'annuler les dettes publiques que la BCE détient (environ 2500 milliards d'euros en 2020). Ce type de démarche permettrait de refonder le fédéralisme européen sur la solidarité et non la compétition entre les Etats membres. Sans cela, on peut raisonnablement craindre que l'UE finisse, hélas, par implorer d'une manière ou d'une autre.

Voilà quelques pistes que nos élites dirigeantes feraient bien d'examiner sérieusement au lieu de s'employer à démanteler les acquis sociaux et de prendre ainsi le risque d'une paupérisation et d'une polarisation sociale croissantes, qui feront tôt ou tard le jeu d'un pays membre de l'internationale réactionnaire, qu'il s'agisse de la Russie ou des Etats-Unis.

[XAVIER DUPRET](#)

[LÉON SAUR](#)

Répercussions pour les francophones de Belgique de l'élection de Donald Trump

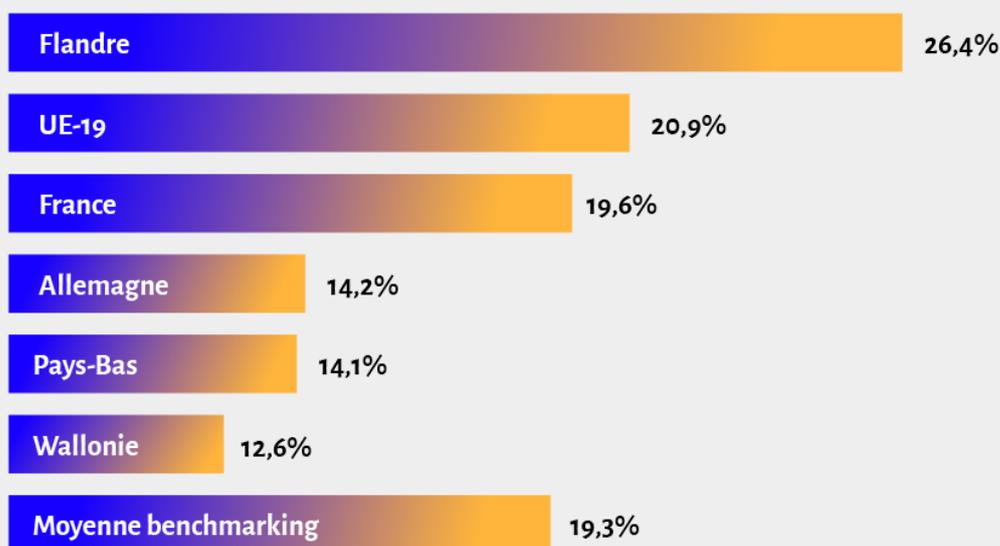
Pour les francophones de ce pays, l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche constitue une mauvaise nouvelle dans la mesure où loin d'être limitée aux Etats-Unis, la vague des populismes de droite a également touché la Belgique, que ce soit, d'ailleurs, au nord ou au sud du pays. On peut résumer cette conjonction de la manière suivante.

En faisant diminuer la croissance de l'économie mondiale, les politiques protectionnistes de Donald Trump auront un impact important sur la Belgique. En effet, notre pays est structurellement très dépendant de son commerce extérieur. Les exportations de biens et de services (364 Md€) équivalaient

à 66% du PIB en 2023. Or, depuis la fin de l'année 2021 et en dépit d'une légère amélioration en 2023, on constate une forte pression sur les exportations de la Belgique puisque la hausse des prix de l'énergie complique la compétitivité des entreprises belges.

Bien entendu, une croissance en berne représente une mauvaise nouvelle pour l'emploi de manière générale. Or, c'est dans la Région de Bruxelles-Capitale et en Wallonie que l'on retrouve les taux de chômage et de pauvreté les plus élevés du pays.

Evolution des exportations wallonnes en 2022 versus régions concurrentes



Cette pression sur l'emploi se produit au moment où la politique d'indemnisation du chômage s'apprête à devenir plus restrictive en Belgique. C'est ainsi qu'en janvier 2026, si les choses restent en l'état, il est prévu que 100.000 personnes (principalement des Bruxellois et des Wallons) seront exclues du chômage puisqu'un gouvernement de droite dure dirige dorénavant le pays jusqu'en 2029. Il s'agit d'un peu plus d'un chômeur sur trois. Il est même possible que davantage de personnes soient finalement concernées, en fonction du traitement qui sera appliqué et réservé aux cas des travailleurs sans emploi de plus de 55 ans du point de vue de la durée de leurs carrières.

Les prolongements géopolitiques de cette montée du protectionnisme, même si les choses avaient l'air de se calmer à la fin du mois d'avril, représentent une préoccupante montée des tensions entre grandes puissances. Pour être plus précis, il est de plus en plus flagrant que l'ordre du monde hérité de l'après-guerre froide caractérisé par un monopole d'influence au profit des Etats-Unis est révolu. Pour reprendre l'expression de l'économiste américain Nouriel Roubini, des « puissances révisionnistes » sont occupées à saper cette architecture des relations internationales¹. Très concrètement, il s'agit de la Russie, de la Chine, de l'Iran et de la Corée du nord. Deux de ces pays sont de véritables géants sur le plan militaire. L'apparition de cette menace, d'un point de vue états-unien, donnera lieu à une augmentation des dépenses militaires.

¹ Roubini, N, MegaThreats: Ten Dangerous Trends That Imperil Our Future, And How to Survive Them, Little Brown, New York, 2022.

Or, et c'est un mantra de l'Administration Trump, il faut que les alliés de l'OTAN cessent de compter, comme ils ont pu le faire jusqu'à présent, sur le bouclier de l'Oncle Sam pour se protéger. Ils devront donc mettre la main au portefeuille.

C'est ainsi que la Belgique doit aujourd'hui atteindre les 2% de son budget alloué au secteur de la défense. En cette période de taux d'intérêt encore élevés et d'assainissement budgétaire mené par un gouvernement de droite davantage soucieux de diminuer les dépenses que d'augmenter les recettes, l'augmentation des dépenses d'armement se traduira par une pression à la baisse sur les dépenses sociales.

S'il semble à cette heure acquis que le dividende de Belfius servira à financer cet effort de guerre, on peut objecter que cette rentrée financière ne servira pas à améliorer les pensions les plus basses ou les allocations familiales des foyers les plus pauvres. On ne peut, en effet, pas dépenser deux fois le même euro.

La situation socioéconomique de la partie francophone du pays implique, au contraire, que davantage de moyens soient consacrés à aux politiques sociales. Or, le protectionnisme unilatéral des Etats-Unis de type mercantiliste-impérialiste ne peut que s'accompagner d'une montée des tensions. Autrement dit, nous ne sommes peut-être pas au bout de la tendance consistant à évincer des investissements dans les politiques sociales pour leur substituer des dépenses d'armement.

Les déclarations de Theo Francken (NVA) du mois d'avril de cette année sont, de ce point de vue, absolument explicites. Selon le ministre de la Défense, les dépenses supplémentaires d'armement peuvent être piochées directement dans le budget de la sécurité sociale. Selon le nouveau ministre de la Défense, « actuellement, 140 milliards d'euros par an sont consacrés à la sécurité sociale et 8 milliards à la sécurité militaire. Nous souhaitons réduire légèrement ce montant »².

Rien n'exclut, par ailleurs, que ces dépenses supplémentaires ne se solderont pas par une nouvelle humiliation des Européens. On rappellera, à ce propos, que l'annexion du Groenland continuait à faire partie, à l'heure où ces lignes étaient écrites (28 avril 2025), des objectifs de politique étrangère des Etats-Unis³.

Pour terminer, on n'oubliera pas de mentionner l'impact dévastateur que pourrait avoir par ricochets une guerre commerciale dure entre la Chine et les Etats-Unis sur l'industrie européenne. Jusqu'à présent, la Commission européenne entend préserver le cadre multilatéral d'organisation du commerce international. Autrement dit, si on doit repérer une surproduction en Chine du fait des difficultés d'accès au marché américain, une bonne partie de cet excédent a de fortes chances de se retrouver sur le Vieux Continent. Cet état de choses aura tendance à faire pression à la baisse sur les prix.

Un choc de désinflation pourrait donc se produire sur le Vieux Continent. Par conséquent, les politiques d'assainissement des finances publiques imposées aux peuples d'Europe par la Commission pourraient s'avérer profondément procycliques.

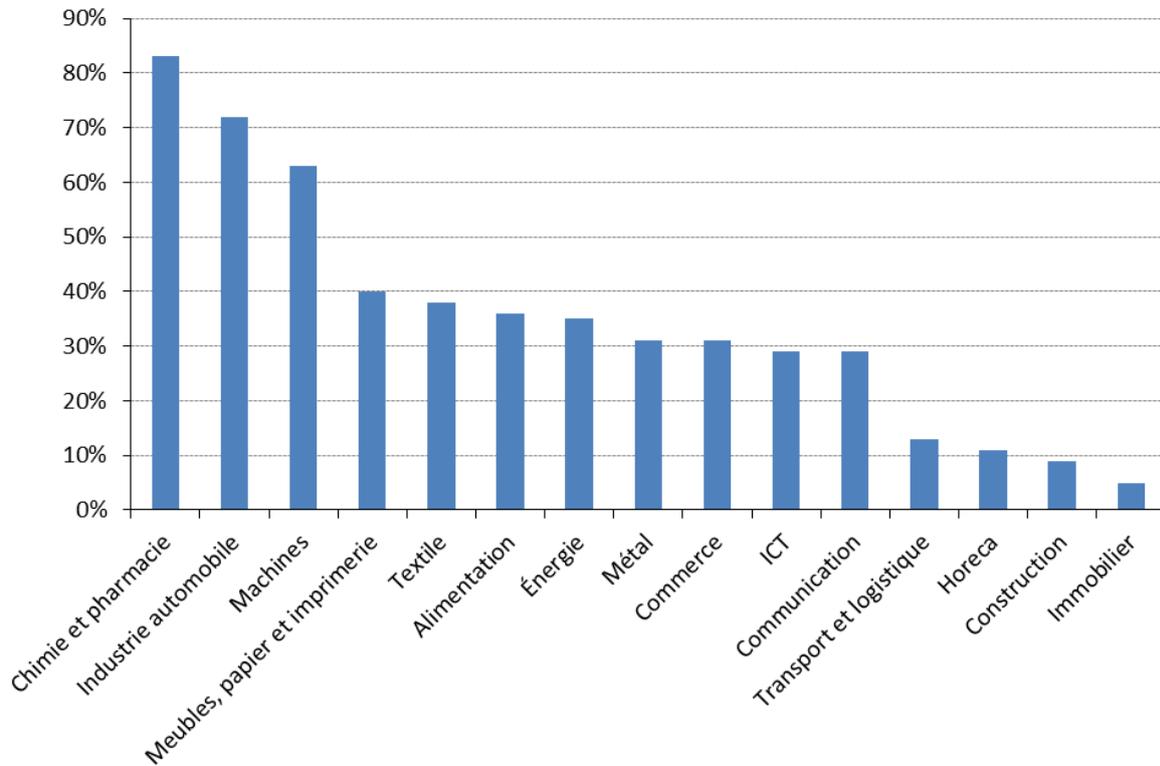
Cet état de choses présente un double danger pour la partie francophone du pays. D'une part, les politiques de réindustrialisation éprouveront plus de difficultés à se concrétiser en Wallonie. D'autre part, si la Flandre doit souffrir, les forces nationalistes présentes au sein du gouvernement fédéral feront pression pour que les dépenses sociales, qui bénéficient proportionnellement davantage aux francophones de Belgique, soient davantage rabotées. En tout cas, personne n'imagine Bart De Wever se convertir en keynésien à court voire moyen terme.

C'est évidemment un problème majeur puisque la seule retombée plus ou moins positive de la nouvelle doctrine commerciale en vigueur aux Etats-Unis réside jusqu'à présent dans une baisse du niveau des

² BusinessAm, Theo Francken (N-VA) wil geld voor defensie halen bij sociale zekerheid: "Er is een onevenwicht", article mis en ligne le 10 avril 2025.

³ B.T., På pressemøde: Trump melder ud om Grønland, édition du 24 avril 2025.

taux longs puisque l'Europe s'oriente vers un choc désinflationniste. Cependant, rien n'indique que la NVA et un MR de plus en plus clairement ancré à droite voudront s'emparer du levier des dépenses publiques pour relancer la croissance.



C'est bien connu. Un malheur ne vient jamais seul...

Cette carte blanche s'inspire de l'étude réalisée par l'Association Joseph Jacquemotte intitulée « Donald Trump et le protectionnisme. Faire le point sur les tenants et aboutissants...» Url : <https://www.acjj.be/donald-trump-et-le-protectionnisme-faire-le-point-sur-les-tenants-et-aboutissants/>

Xavier Dupret

2conomiste à l'ACJJ

29 avril 2025

Camp de concentration de Buchenwald : 80 ans depuis la révolution des prisonniers ayant permis leur libération

Le dimanche 6 avril, l'Allemagne commémore les 80 ans de la libération du camp de concentration de Buchenwald. Situé à quelques kilomètres de Weimar, ce camp nazi a vu passer environ 250.000 détenus, dont plus de 56.000 sont morts sous la torture, les expériences médicales ou les conditions inhumaines de détention. Plus de 4200 Belges y ont été internés durant la Seconde Guerre mondiale.

Le camp de Buchenwald reste aussi dans les mémoires pour un acte de bravoure : la résistance organisée par les prisonniers politiques.

Création du camp

Créé en juillet 1937, Buchenwald sert initialement à l'enfermement des opposants politiques au régime nazi. Cependant, en novembre 1938, à la suite de la Nuit de Cristal, environ 10.000 hommes juifs sont arrêtés par les SS et la police allemande, puis envoyés à Buchenwald. Là, ils sont soumis à des violences extrêmes : près de 255 d'entre eux meurent en raison des traitements inhumains subis.

Mais les Juifs et les adversaires politiques du régime ne sont pas les seuls emprisonnés dans ce camp, observe [le United States Holocaust Memorial Museum](#). Les SS y enferment également des récidivistes, des Témoins de Jéhovah, des Roms et des Sinti (Tsiganes), ainsi que des Allemands accusés de désertion. Buchenwald se distingue par le fait qu'il comptait aussi parmi ses prisonniers des "fainéants", des personnes que le régime considérait comme "asociales" parce qu'elles ne pouvaient pas ou ne voulaient pas trouver d'emplois rémunérateurs.

Dans les phases ultérieures du camp, les SS incarcèrent également des prisonniers de guerre de différents pays, des résistants, d'anciens responsables de gouvernement de pays occupés par l'Allemagne et des travailleurs forcés étrangers.

Les premiers détenus belges arrivent dès 1940, [rappelle le centre belge d'expertise sur l'histoire des conflits du 20e siècle, le CegeSoma](#). Ceux-ci sont soit des travailleurs volontaires en rupture de contrat, soit des requis au travail obligatoire. Il s'agit alors de détentions décidées en guise de sanctions. Certains sont relâchés, mais à partir de 1943, puis massivement en 1944, les déportations s'intensifient. Entre mai et août 1944, plus de 3000 Belges — majoritairement des résistants communistes ou socialistes — sont envoyés à Buchenwald. Au total, ils seront 5745.



Rue des Nations, monument sur le mont Ettersberg, mémorial Gedenkstaette Buchenwald, ancien camp de concentration de Weimar, Thuringe, Allemagne

"Comité international"

Le camp est surtout connu pour l'organisation clandestine mise en place par les prisonniers politiques, communistes pour la plupart. Dès 1941, les déportés forment en effet une organisation militaire qui deviendra le "Comité international", composé de représentants élus de chaque nationalité présente dans le camp.

Il mène des opérations de sabotage, collecte des renseignements sur l'extérieur et fait entrer clandestinement des armes. Leur combat ne s'arrête pas là : l'un de leurs objectifs était de protéger les enfants internés dans le camp, juifs pour la plupart.

Protection des enfants

Les premiers enfants et adolescents arrivent au camp de Buchenwald à la fin de l'année 1938, à la suite de persécutions visant les Tziganes et les Juifs. Par la suite, leur nombre augmente, en particulier avec les déportations venues d'Europe de l'Est et de Russie.

Malgré leur jeune âge, ces enfants sont contraints au travail forcé, affectés aux kommandos dépendants du camp principal. Walter Barel, le président du Comité clandestin international, [témoigne auprès de l'Institut international pour la mémoire de la Shoah, Yad Vashem](#) : "*Les enfants doivent se lever comme nous à 5 heures du matin et rester debout sur la place d'appel par temps de neige ou sous la pluie dans le vent glacé et par grand froid*".

Considérés comme inutiles par les SS, ces jeunes reçoivent des rations réduites. Pour les protéger, le Comité de résistance propose de les regrouper dans un bâtiment à part, officiellement pour leur inculquer la discipline allemande. En réalité, cela permet de les éloigner de l'influence néfaste de certains détenus adultes, parfois criminels. Le Bloc 8 est alors mis en place dans une ancienne zone d'isolement, échappant aux appels quotidiens. Les résistants s'efforcent d'y améliorer leurs conditions de vie : vêtements chauds, meilleures rations, travaux moins pénibles, et partage des colis envoyés par la Croix-Rouge.

Le groupe figuratif de Fritz Cremer et le clocher sont photographiés sur le site commémoratif du camp de concentration nazi de Buchenwald, près de Weimar, dans l'est de l'Allemagne.

En janvier 1945, alors que les camps de l'Est sont progressivement libérés, de jeunes survivants âgés de 7 à 20 ans — passés par les ghettos, les camps d'extermination et les marches de la mort — arrivent à Buchenwald. Un nouveau bloc leur est attribué : le Bloc 66. On y retrouve le même esprit de solidarité. Environ 800 enfants y reçoivent aide, nourriture et soutien.

Résistance face aux marches de la mort

Buchenwald est, peu avant la libération, le plus vaste camp de concentration encore en fonctionnement. À la fin du mois de février 1945, on y compte environ 112.000 détenus répartis entre le camp principal et ses 88 camps satellites, dont 25.000 femmes. Le nombre de prisonniers a considérablement augmenté à partir de la fin de l'année 1944, en raison l'évacuation progressive du camp d'Auschwitz. Cette surpopulation, combinée à des conditions de détention de plus en plus inhumaines, entraîne la mort de près de 13.000 personnes.

Au début du mois d'avril 1945, près de 48.000 personnes sont encore internées à Buchenwald. Mais bientôt, l'avancée des troupes américaines provoque la panique parmi les SS, qui commencent l'évacuation du camp le 7 avril. Ils la poursuivent jusqu'au 10 avril.



Roger Arnould, résistant français déporté à Buchenwald, racontera plus tard, dans [un témoignage diffusé sur Radio France](#) en mai 1965 : *"La dernière évacuation, celle du 8 avril, est peut-être l'une des journées les plus terribles de l'histoire de Buchenwald. Nous avons vu partir non seulement les meilleurs groupes des prisonniers de guerre soviétiques mais également, du point de vue des Français, tous nos meilleurs camarades des blocs 26 et 10 qui ont été emmenés, ce qui a affaibli l'organisation de la résistance dans le camp."*

"On est tous montés sur la place d'appel, il y avait 400 hommes des troupes rangés devant nous. Tous les blocs rassemblés là", se rappelle-t-il avec émotion. "À l'époque, il y avait peut-être encore 40 ou 50.000 détenus dans le camp, qui avait déjà été bien vidé depuis plusieurs jours. Et ils ont commencé à évacuer les blocs qui se trouvaient les plus près de la porte. On a bien essayé d'empêcher, de retarder mais on n'a pas pu empêcher que ces blocs soient emmenés, il y avait trop de forces autour d'eux. Mais tous les autres, on a essayé de faire un mouvement de repli, qui a été une opération remarquablement bien menée et qui a empêché qu'il y en ait encore davantage qui partent."

Malgré ces entraves à l'exécution des ordres nazis, quelque 28.000 détenus sont contraints de partir à pied dans des marches de la mort vers d'autres camps, notamment ceux de Dachau, Flossenbürg et Theresienstadt. Un prisonnier sur trois n'y survivra pas, abattu ou mort d'épuisement. Environ 21.000 détenus, dont plus de 600 Belges, restent dans le camp.

Libération du camp

Le 11 avril 1945 à 10 heures, [rapporte le Mémorial de Buchenwald](#), alors que l'armée américaine approche, les SS reçoivent l'ordre de quitter le camp. Vers midi, tandis que les gardes abandonnent les miradors, les officiers SS en chef prennent la fuite.

Sentant la fébrilité des Allemands et forts de plusieurs années de préparation, les résistants du "Comité international" se mobilisent et commencent à distribuer des armes cachées. Roger Arnould est l'un d'eux. "Après plusieurs hésitations dans la matinée, sur le coup de 11h30-midi, le comité international a enfin donné l'ordre de passer à l'insurrection armée, ce que nous réclamions déjà depuis plusieurs jours", [raconte l'ancien prisonnier sur les ondes de Radio France.](#)



« Nous savions bien que nous ne recevions pas un stock d'armes considérable. Nous avons donc envoyé notre compagnie de choc [...] au point de rendez-vous convenu, derrière le bloc 50, où se trouvait un tas de charbon. [...] On a déterré les armes. On n'a évidemment pas eu le temps de vérifier la part qui était donnée à chaque nationalité. Pour notre part (ndlr, les Français), nous avons reçu 28 fusils et les munitions en conséquence, une mitrailleuse, une caisse de grenades, des bazookas, etc. [...] Pendant ce temps, on mobilisait les sections des autres bataillons, qui suivaient derrière, sans armes.»

Vers 14h30, l'opération de libération du camp par le "Comité international" commence, tandis que les chars de la 4e division blindée traversent le complexe SS, sans rencontrer de résistance. À 16 heures, les détenus ont déjà pris le contrôle total du camp. Environ une heure plus tard, les soldats américains de la 6e division blindée sont les premiers à atteindre le camp.

Buchenwald est libéré conjointement par ses propres prisonniers et par les soldats américains. 21.000 prisonniers retrouvent la liberté, dont environ 900 enfants et adolescents.

Depuis la fondation du camp en juillet 1937, plus d'un quart de million de personnes originaires de plus de 50 pays ont été déportées au camp de concentration de Buchenwald ou dans l'un de ses camps annexes : 249.570 hommes et garçons et 28.230 femmes et filles. Âgés de 2 à 86 ans, beaucoup n'ont pas survécu. Environ 56.000 y ont laissé la vie, selon le United States Holocaust Memorial Museum. Ce n'est qu'une estimation car les autorités du camp n'ont pas tenu de registres précis.

[Par Cynthia Deschamps](#)

Extrait de RTBF.be

Buchenwald

Il y a 80 ans exactement, le 11 avril 1945, le camp de concentration de Buchenwald était libéré.

Une date tout à fait particulière pour les descendants des prisonniers, dont je fais partie, qui voient, sur plusieurs générations leur famille touchée et bouleversée par la détention d'un aïeul dans l'enfer des camps de concentration nazis.

Cette libération est particulièrement exceptionnelle puisque le camp de Buchenwald est l'unique qui a été libéré par les prisonniers eux-mêmes !



Comment cela fut-il possible ? L'ensemble des prisonniers s'est organisé clandestinement pendant des années pour structurer une résistance. Des armes ont été cachées, des représentants de chaque pays ont été élus, des moyens de communication et même des systèmes de sécurité sociale ont été mis en place dans le but de sauver un maximum de vies.

Comment tout cela s'est-il organisé ? Quoi de mieux que le témoignage d'un détenu, Jean Fonteyne, mon arrière-grand-père, dont la tenue de prisonnier est sur la photo ci-dessous. Premier belge à revenir du camp de Buchenwald, dans une Belgique déjà libérée depuis 7 mois.

Lors son retour en Belgique, il ne s'est pas reposé une minute, n'a pas dormi une heure, avant d'avoir couché sur papier les nombreuses pages de son témoignage et les avoir envoyées à la presse afin d'accélérer l'organisation du rapatriement des centaines de belges coincés dans le camp sans moyen de revenir.

Voici ce donc ce qu'il écrit en avril 1945, la nuit de son retour de Buchenwald, sur l'organisation clandestine des prisonniers et sur ce fait exceptionnel : la libération du camp par les prisonniers eux-mêmes :

"A peine avaient-ils mis le pied dans le camp que déjà, ils s'assemblaient, assuraient des contacts, recherchaient des moyens de venir en aide aux plus malheureux, obtenaient par des collectes internationales, des secours en pain, en soupe, en cigarettes pour les nouveaux venus, organisaient la circulation des nouvelles clandestines, instituaient des conférences, des cours. (...)

Sur leur initiative se créèrent les comités clandestins des communautés nationales, notamment en juillet 1944 le comité clandestin de la Communauté belge. Ce comité comprenait quatre membres représentant toutes les opinions politiques : un catholique, un communiste, un libéral, un socialiste. (...)

Le comité s'occupa d'assister les malades, de recueillir des vivres et des vêtements, de faciliter la vie à tous. Des médecins détenus ont prêté à ce comité une aide précieuse, sans considération du danger que comportait leur intervention."

Entre le 5 et le 10 avril 1945, les prisonniers commencent à résister contre les ordres d'évacuation et les marches de la mort.

"Le 10 avril (...) quatre cents fuyitifs se dissimulaient à l'infirmerie, certains avaient été emmurés avec de la nourriture et des armes. On touchait eu terme de la résistance, la journée du lendemain devait être décisive. Pour les vingt mille hommes qui avaient pu se soustraire au départ. (...)



La matinée du 11 avril se passa dans une attente tragique. (...) Dans le camp, les groupes de combat des détenus s'étaient rassemblés. Ils avaient sorti des dépôts les armes cachées. En quelques instants, on vit des groupes, munis de fusils et de mitraillettes, se diriger vers les barbelés, faire des trouées dans ceux-ci et se précipiter dehors. (...) D'autres détenus prenaient possession de la tour, où ils hissaient un drapeau blanc. D'autres occupaient la centrale téléphonique. (...)

Ce drapeau belge fut confectionné par un autre belge dès la libération du camp de Buchenwald. Il s'agit du député communiste Henri Glineur

De vifs combats s'engageaient dans le bois proche de l'infirmerie et à l'ouest de la porcherie. Des balles s'écrasaient avec un bruit sec dans le camp. Sur l'infirmerie on déploya des draps marqués de croix rouges. (...)

Pendant ce temps, les groupes de combat ramenaient leurs premiers prisonniers SS. Pas un de ceux-ci ne fut maltraité, même injurié. Et cependant s'était-on assez promis que, le jour où on les tiendrait, on leur donnerait la monnaie de leur pièce ! L'un d'eux, blessé au bras, fut aussitôt conduit au pansement. (...)

Vers cinq heures, le "Comité international provisoire du Camp", composé de représentants de toutes les nationalités, annonça que le camp était aux mains des détenus, que le calme régnait. Il fit appel à l'ordre et rappela que tout ce qui se trouvait dans le camp appartenait à la communauté et avertit que les pillards seraient sévèrement punis. (...)

Vers cinq heures aussi, deux officiers américains se présentèrent à l'entrée du camp. Ils exprimèrent leur surprise d'avoir trouvé le camp dans un ordre parfait, aux mains de groupes de détenus armés. (...)

Ils confirmèrent les pouvoirs du "Comité international du Camp".

La direction du camp serait exercée désormais par un prisonnier politique allemand, assisté de ce Comité. Le soir-même, le Comité international, se servant des haut-parleurs, annonça les nouvelles de la journée. Pour la première fois les prisonniers entendirent ces haut-parleurs s'adresser à eux dans leur langue et les appeler non plus "détenus", mais "camarades".

Ce drapeau belge fut confectionné par un autre belge dès la libération du camp de Buchenwald. Il s'agit du député communiste Henri Glineur

Un article pour en savoir plus: <https://www.rtf.be/.../camp-de-concentration-de...>

Et pour en savoir encore plus sur cette période de l'Histoire, je vous conseille vivement la biographie de mon arrière-grand-père, écrite par mon oncle **Jean Lemaître** <https://www.publier-un-livre.com/.../4208-c-est-un-joli...>

Maya Dedecker

Trois raisons pour boycotter les championnats du monde de cyclisme au Rwanda

Au mois de septembre, les championnats mondiaux de cyclisme sur route auront lieu à Kigali. Alors que la Belgique et le Rwanda ont récemment rompu leurs relations diplomatiques, le boycott de cet événement par les autorités de notre pays s'impose pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les graves violations des Droits Humains imputables au M23 dans l'est du Congo ont été, c'est de notoriété publique, commises avec l'appui de l'appareil d'Etat rwandais. Il est de ce point de vue indéniable que le régime de Paul Kagame poursuit une politique expansionniste dans la région des Grands Lacs. Le bilan humanitaire de cette négation de la souveraineté de la RDC est à proprement parler effroyable. Les milices pro-rwandaïses sévissant dans la région depuis bientôt 30 ans sont, en effet, responsables de la mort de près de 6 millions de personnes. De surcroît, cette zone du Congo compte 7 millions de réfugiés du fait de l'activité des mouvements de rébellion financés et équipés par le Rwanda. On se souviendra qu'à l'occasion de la Coupe du monde de football en 2022, le mouvement social avait, à raison, dénoncé l'organisation de cette compétition par le Qatar, du fait de la maltraitance systémique des travailleurs immigrés employés sur les chantiers de la riche pétromonarchie. La cohérence impose, dès lors, d'en faire autant avec le Rwanda.

Ensuite, nous sommes tous concernés, en tant qu'utilisateurs d'appareils numériques (à commencer par les smartphones), par le drame qui se déroule sous nos yeux dans la partie orientale de la RDC. En effet, les richesses du sous-sol congolais constituent la base matérielle de la chaîne de valeur du numérique tant et si bien que nous avons tous, d'une certaine façon, un petit bout du Congo dans une poche. Sans coltan, les condensateurs de nos téléphones mobiles et de nos ordinateurs ne pourraient pas fonctionner. De même, les soudures des circuits électriques de nos tablettes ne pourraient être effectuées sans une utilisation massive de la cassitérite congolaise dont on extrait l'étain. Et qui sait en Belgique que les vibreurs et les hauts parleurs de nos GSM seraient parfaitement inopérants sans le wolfram et le tungstène présents en très grande quantité dans l'est de la RDC ? En outre, l'or du Kivu occupe une fonction cruciale dans la production des cartes mères et des circuits imprimés. La liste des minerais congolais indispensables à la mise en réseau du monde est longue. En tout état de cause, il est

particulièrement interpellant que toutes ces matières premières soient aujourd’hui qualifiées de « minerais du sang » par les Congolais-e-s.



Enfin, mettre en exergue notre responsabilité de consommateurs dans le conflit en cours à la frontière rwando-congolaise ne peut évidemment se faire sans dénoncer dans un même mouvement la si mal nommée « communauté internationale », à commencer par l’Union européenne. C’est ainsi que le partenariat stratégique sur les matières premières critiques conclu entre l’UE et le Rwanda doit être catégoriquement dénoncé. En confiant un rôle à ce point central à Kigali pour ce qui est de l’approvisionnement des chaînes de valeur de la filière numérique, la Commission européenne se fait clairement la complice des massacres, des viols et des pillages perpétrés par le M23. Pourtant, aucune *realpolitik* ne peut justifier cette collusion. L’histoire récente des conflits en Afrique en lien avec le secteur extractif le prouve amplement. Par exemple, depuis plus de 20 ans, un mécanisme plus connu sous le nom de « processus de Kimberley » associant des ONG, des entreprises privées et des officiels (dont l’Union européenne) ont rendu possible le fait que la filière du diamant ne soit plus mise au service du financement des activités militaires de mouvements rebelles visant à saper l’autorité de gouvernements légitimes.

Un débat doit donc être engagé à partir de la Belgique, dont les liens avec le Congo relèvent de l’histoire profonde, pour que des dynamiques similaires s’appliquent au cas d’espèce des ressources minérales citées précédemment. Dans cette optique, le boycott des prochains championnats du monde de cyclisme constitue à coup sûr une initiative dont la force symbolique, du fait la popularité de ce sport chez nous, permettra de donner à toutes ces problématiques la caisse de résonance qu’elles méritent.

Il est plus que temps...

L’Association Culturelle Joseph Jacquemotte

Le

mystère

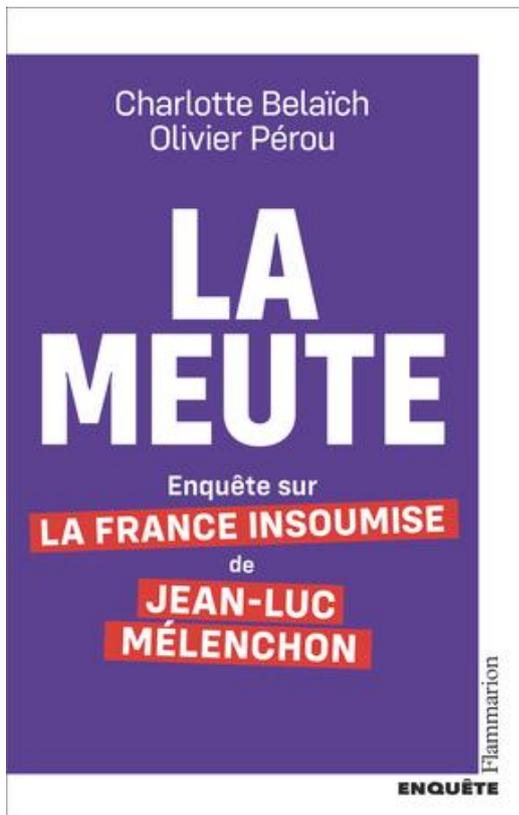
Mélenchon

C'est le livre dont tout le monde parle cette semaine : *la Meute*, co-écrit par Charlotte Belaïch et Olivier

Pérou (les deux ont donné leur premier entretien à *Marianne*), décrit par le menu le fonctionnement de la France insoumise. Purges systématiques, culte du chef, intimidation... Preuves accablantes à l'appui, l'essai documente les us et coutumes d'un mouvement qui se rêve de masse, mais conserve une culture interne de groupuscule lambertiste.

Il y a près de cinq ans, l'auteur de ces lignes publiait un autre ouvrage consacré à la France insoumise, *Mélenchon : la Chute*. Le projet du livre était différent. Il consistait à décrire le tournant politique qui avait vu le leader de LFI abandonner son projet de populisme transversal pour orienter son mouvement vers une ligne de gauche radicale teintée de communautarisme, dans le but de conquérir l'électorat des banlieues.

C'est la combinaison des deux éléments qui génère inquiétude et rejet autour de la personne de Jean-Luc Mélenchon. Depuis des mois, aveuglés par le projet chimérique d'une prise de pouvoir à la hussarde au profit de leur chef, les Insoumis soufflent sur les braises de la conflictualité. Délinquants, dealers de drogue, islamistes : voilà la clientèle que flatte LFI, pensant par là même séduire les « *quartiers populaires* », en attisant au passage la haine contre les catégories de Français qui déplaisent à ses bataillons de cadres, d'un gauchisme bas de plafond. Le mouvement est ainsi devenu un danger objectif pour la cohésion nationale.



Mais en face de « *la meute* », il existe une horde tout aussi féroce : celle d'un système médiatico-politique qui déferle sur Mélenchon et ses amis comme la petite vérole sur le bas clergé. L'unanimité anti-LFI, dans les cénacles autorisés, provoque un certain malaise. Car l'on pressent bien que les invectives de certains ne sont pas uniquement motivées par la « *dérive* » communautariste ou l'autocratie insoumise. C'est l'idée même d'une force de réel changement social qui est visée. Beaucoup semblent d'ailleurs penser que la solution miracle pour la gauche est de retourner bien sagement sous le giron d'une social-démocratie molle, se proposant d'accompagner les ravages de la mondialisation. Ce brillant projet a mené François Hollande à la capitulation, et le Parti socialiste à la ruine.

Car en 2017, si la gauche n'est pas morte comme en d'autres contrées (voir le cas italien), c'est bien parce que Mélenchon avait alors repris le flambeau, en s'adressant autant aux passions qu'à l'intelligence des citoyens. Il avait ramené sa famille politique sur ses bases historiques : soutien au peuple, défense de la nation souveraine, laïcité républicaine. À l'époque, le tribun déplaisait déjà aux contempteurs de son « populisme », mais il avait esquissé une trajectoire qui aurait pu le rendre majoritaire,

à mille lieues de la situation actuelle qui le place sur le podium des personnalités politiques les plus détestées par les Français.

Bien sûr, tout n'était pas parfait, et nombre des poisons qui ont causé sa déchéance future étaient déjà en germe. Mais pourquoi un tel gâchis ? Comment Mélenchon a-t-il pu détruire si vite l'édifice social, populaire et républicain qu'il s'appliquait à bâtir ? Comment expliquer cette régression infantile, ce tournant vers un extrémisme qui flatte les pires instincts ? Cet identitarisme échevelé, qui sape chaque jour les idéaux universalistes dont il fut un défenseur ardent ? Certains expliquent ce virage par l'électoratisme, d'autres par la psychiatrie. Il doit pourtant y avoir autre chose. C'est le mystère Mélenchon, qui n'a pas fini de nous tourmenter.

Adrien

Malhoux

Extrait de Marianne